N° 8 - 28 Août 2026
Prix libre

Grève du climat - Neuchâtel

PERTURBATIONS

Périodique de critique écologiste

PEUT-ON ÊTRE ÉCOLOGISTE SANS ÊTRE ANTICAPITALISTE ?

Aujourd'hui, la majorité des partis politiques parlent (même rapidement) de la crise climatique comme d'un problème. Et beaucoup proposent des solutions pour la combattre. Pourtant, peu de ces partis parlent ouvertement de capitalisme, et parmi ceux-là, encore moins poussent des mesures qui sont réellement anticapitalistes. Ce constat mène à notre question : peut-on lutter contre la crise climatique sans adopter une posture anticapitaliste ?

À la Grève du Climat, nous sommes en effet convaincuexs qu'un changement de système est nécessaire pour véritablement endiguer les effets et les causes de la crise climatique. Le système actuel, capitaliste, raciste, patriarcal et impérialiste... s'est montré complètement inapte à stopper les émissions de gaz à effet de serre, la destruction des écosystèmes, la chute drastique de la biodiversité, l'élévation du niveau des océans, le réchauffement et dérèglement climatique et l'augmentation des catastrophes naturelles, pour ne citer que quelques conséquences environnementales.

Les dynamiques d'oppression et de domination, ainsi que le principe de croissance et d'expansion continue qui régissent ce système, sont selon nous à la fois la cause des inégalités sociales et de la destruction de l'environnement. C'est pourquoi nous ne concevons pas un avenir possible et souhaitable sans sortie définitive de ce système.

À L'INTÉRIEUR

PLUS CHAUD QUE LE CLIMAT ? 5

NOG7 7

PERFORMANCE P!RATE : OUVERTURE DU CORSO 10

PLUS D'ESPACES CULTURELS ET SOCIAUX AUTOGÉRÉS ! 11

OCCUPATION DES ANCIENS ABATTOIRS DE SERRIÈRES : CARAC 11

INITIATIVE POUR DES TRANSPORTS PUBLICS (PRESQUE) GRATUITS 12

INITIATIVE POUR DES BONS DE MOBILITÉ 13

TOUXTES DANS LA RUE LE 2 14

VERS UNE GRÈVE DU CARE 17

LES FEUX D'ARTIFICES OU COMMENT DÉFINIR LES PRIORITÉS DE L'AGENDA POLITIQUE 20

INITIATIVE POUR UNE ALIMENTATION SÛRE 23

MANIFESTATIONS PRO-PALESTINIENNES : RÉPRESSION DANS LE CANTON DE NEUCHÂTEL 24

ATTAQUES CONTRE LA SOCIÉTÉ CIVILE 28

L'essence même du capitalisme repose sur la maximisation des profits, par l'exploitation et l'accaparement des ressources et du vivant. Cette logique surproductiviste est donc totalement incompatible avec la réalité de nos limites planétaires, selon lesquelles nous devrions radicalement diminuer notre consommation dans le Nord global et travailler collectivement à une meilleure répartition des ressources pour que chacunex puisse vivre dans de bonnes conditions.

Prenons l'exemple des canicules à répétition que nous subissons depuis mai. Ces épisodes sont d'ailleurs sans équivoque le résultat du réchauffement climatique. Face à cette crise, la solution la plus efficace et la plus écologique serait bien sûr de diminuer nos émissions de de gaz à effet de serre à échelle mondiale, mais même régionalement, nous pourrions profondément végétaliser nos villes, isoler nos bâtiments, et en particulier revoir complètement nos emplois du temps en les déchargeant pour nous permettre de réduire notre exposition aux heures les plus chaudes et de nous reposer. Évidemment, le point commun entre toutes ces propositions est qu'elles ne génèrent pas de profit, voire représentent des coûts importants (coûts qui seraient bien entendu un investissement bénéfique et nécessaire pour la santé publique). La mise en place de ces mesures demande donc un effort conséquent. Cela passerait notamment par des subventions et des interdictions implémentées par l'état, suite à la pression du mouvement social du mouvement social et des partis de gauche, qui feraient l'objet de compromis et de diminution d'intensité, à cause du "grand jeu de la politique institutionnelle". Alors que généraliser la climatisation et amener bon gré mal gré tout le monde qui en a les moyens à acheter divers appareils pour essayer de moins souffrir de la chaleur individuellement coule beaucoup plus de source dans notre système capitaliste.

On voit par cet exemple en quoi le capitalisme est par principe en opposition avec les luttes écologiques, puisque par son fonctionnement même il rend pratiquement impossible la mise en place collective d'actions radicales pour diminuer drastiquement notre impact écologique et limiter les dégâts du dérèglement climatique, alors qu'il facilite l'exploitation, la surproduction et la surconsommation par les plus riches et les multinationales.

C'est pour cela que nous sommes profondément anticapitalistes dans notre écologisme, car ces luttes ne sont pas seulement voisines, elles sont intrinsèquement liées.

On nous dit souvent que nous sommes utopistes et irresponsables, mais penser qu'on peut continuer comme ça indéfiniment c'est ça qui est utopiste et irresponsable.

BULLETIN
IL S'EN PASSE, DES CHOSES !

- Comme depuis quelques années, le 1er Mai a commencé le 30 avril à Neuchâtel. La Grève du Climat y était avec les syndicats et les partis de gauche. Le lendemain, c'était au tour de La Chaux-de-Fonds d'accueillir un cortège avec, outre les emblèmes syndicaux, féministes et partisans, force drapeaux anarchistes et keffiehs. La Grève du Climat y a prononcé un discours, reproduit sur neuchatel.climatestrike.ch. Notre stand a eu un certain succès. Cette année – comme d'autres d'ailleurs –, la solidarité internationale et la lutte contre la guerre étaient au centre de nombreux discours et slogans.
- Manifestation de la Grève du Climat le 9 mai à Soleure, avec un accent contre la militarisation et le rappel que la guerre génocidaire menée par l'État israélien contre le peuple palestinien émet autant de gaz à effet de serre que des dizaines et des dizaines de pays réunis.
- Causerie de la Grève du Climat à Neuchâtel le 20 mai, sur l'histoire du républicanisme et du socialisme de 1789 à 1914 (environ) dans le Pays de Neuchâtel.
- Le 22 mai, plusieurs milliers de personnes ont défilé à Berne à l'appel de la Grève du Climat, contre l'initiative raciste de l'UDC, pour une vraie politique environnementale qui respecte la justice climatique, et contre le repli nationaliste.
- La Bibliothèque libre a organisé son traditionnel brunch le 24 mai dans ses quartiers (Béthanie, Clos-de-Serrières 25, Neuchâtel). Poèmes, loto, prints pour l'antirép, plein de trucs à manger et à boire, c'était super.
- Du 28 au 30 mai (ou au 1er juin à l'aube), L'Amar et Droit de Rester Neuchâtel ont fêté leurs dix ans, avec concerts, tables rondes, repas, et une superbe parade avec des lanternes du centre-ville de Neuchâtel jusqu'à Serrières.
- Le 30 mai, la Grève du Climat était aussi à Neuchâtel avec les Grands-Parents pour le Climat et plein de collectifs écolos à l'occasion du Jour du Dépassement. Le village de stands a eu un certain succès même en étant relégué à l'écart du centre-ville (pour laisser de la place à une quinzaine commerciale).

- On était à la manifestation de la Grève féministe le 13 juin à Neuchâtel. Cortège déterminé même si la foule était un peu endormie par le chaud. Appel – assez bien suivi dans la région – à se rendre le 14 juin à Genève pour une grosse manifestation contre le G7, ouverte par un impressionnant tronçon de la Grève féministe.

- Le 14 juin, on a aussi heureusement gagné contre l'ignoble initiative de l'UDC (qui laissera quand même des traces). Mais on a perdu sur le service civil, malgré une belle campagne neuchâteloise. La militarisation progresse, et c'est une grave menace.

- On s'est infligé l'atelier climat du Canton de Neuchâtel le 18 juin, pour aider à développer la phase suivante du plan climat. Ça s'annonce mal. Mais l'apéro était bien.

- Le 21 juin, à l'appel de la Grève du Climat Berne, s'est constitué un réseau travail-climat, avec notamment la FAU, le MPS et l'Aufbau. Malgré une délégation neuchâteloise, le Röstigraben demeure malheureusement palpable.

- On s'est lancé (à la hauteur de nos moyens) dans le référendum contre la loi Ettlin (attaque contre les salaires minimums), avec à peu près l'ensemble de la gauche partisane et syndicale neuchâteloise.

- Un référendum a aussi été lancé contre la relance du nucléaire. À signer d'urgence !

- La Grève du Climat Neuchâtel continue ses réunions pour parler de stratégie et de fonctionnement interne. Ça fait du bien.

- Camp anti-IA contre un centre de données près de Schaffouse du 2 au 9 juillet. Un succès malgré une expulsion policière violente (et semble-t-il sans motif légal) le premier jour et quelques déménagements en ville puis en Allemagne voisine.

- Présence de la Grève du Climat à deux rassemblements à Berne le 4 juillet. Devant l'ambassade étasunienne pour dénoncer l'impérialisme de l'Oncle Sam et rappeler les effets environnementaux et humains désastreux de l'expansionnisme et du militarisme. Puis sur la Place fédérale avec la communauté albanaise, pour dénoncer la corruption et la destruction de zones importantes du littoral albanais au profit de proches de Trump, et pour saluer l'engagement des milliers de personnes qui se mobilisent en Albanie.

- Un groupe de la Grève du Climat a été refondé à Winterthour. Et ça, c'est cool.

- Pour finir, une anecdote marrante. Deux témoins de Jéhovah ont sonné chez une des personnes qui écrivent dans Perturbations. Ils sont repartis avec un exemplaire.

- Manifestation pour la justice climatique, contre l'austérité et contre la militarisation
  Vendredi 2 octobre 2026 | Neuchâtel
  Détails sur neuchatel.climatestrike.ch et sur nos réseaux sociaux
  Organisée par la Grève du Climat, le Syndicat des Services Publics, le Groupe pour une Suisse sans Armée et Uniexs contre l'austérité

PLUS CHAUD QUE LE CLIMAT ?

"C'est l'été le moins chaud du reste de notre vie", disons-nous depuis quelques années.
Cette année, qui bat tous les records de chaleur, on l'a un peu moins dit. Peut-être parce qu'on espère que, même si la courbe générale continue de grimper, il s'agit vraiment d'une année exceptionnelle.

Cinq canicules successives, à l'heure où nous écrivons. Plus de 15'000 morts supplémentaires en Europe[1], des services de santé au bord de la rupture, des cours d'eau asséchés, des forêts jaunies avant l'heure, une faune sauvage épuisée et assoiffée, des récoltes perdues, des incendies dévastateurs. Et pendant ce temps, les gouvernements donnent des conseils pour faire face à l'éco-anxiété tout en diminuant les budgets pour l'écologie, les pompiers et les forêts (entre autres). Circulez, y a rien à voir, business as usual. Arrêter l'économie pour sauver des vies ? Et même, sans aller jusque-là, réduire les vols, le trafic routier, les SUV, l'extraction fossile, l'utilisation de l'IA, la consommation de viande, les projets climaticides ? On savait que ça serait non, mais on est quand même déçuexs (et en colère).

> « Le changement climatique se manifestera par une série de catastrophes que l'on verra à travers nos téléphones, avec des images qui se rapprocheront de plus en plus de chez nous, jusqu'à ce que ce soit nous-mêmes qui les filmions. »

La catastrophe climatique que les mouvements écologistes annoncent depuis si longtemps est là et bien là. Pas seulement en Inde, en Afrique ou à d'autres endroits qu'on peut oublier au prochain post Instagram, la crise est partout, et aussi chez nous. Et on n'est pas prêxtes.
Et on continue au nom du saint profit. Enfin, "on" c'est un peu général. ça serait dire que c'est de la faute de tout le monde, et donc de personne.
Ce ne sont pas les citoyennexs qui décident d'ouvrir de nouveaux gisements pétroliers.
Ce ne sont pas les familles qui décident de subventionner la route et le transport aérien.
Ce ne sont pas les travailleureuses précaires qui décident du contenu des plans climats.
Le dérèglement climatique n'est pas un accident collectif : c'est le résultat de choix économiques et politiques répétés malgré des décennies d'alertes scientifiques.

OK, C'EST LA MERDE. MAIS DU COUP ON FAIT QUOI MAINTENANT ?

1ère chose : on change de cap et on arrête de cramer la planète. Maintenant. Et on arrête aussi de faire semblant que "c'est compliqué" et que "on ne sait pas comment", que "ça va coûter trop cher".

[1] *https ://www.euromomo.eu/graphs-and-maps*

On sait comment, des multitudes d'expertexs ont bossé sur des plans. On a su faire face à la couche d'ozone, aux premières vagues de Covid (même si on a arrêté parce que c'était mauvais pour les yachts des milliardaires) et oui ça va coûter cher, mais moins que d'attendre que les conséquences nous tombent sur le coin de la figure.

2e chose : on rend notre habitat vivable (reboiser, sortir du tout béton, construire différemment, repenser nos villes, s'inspirer de ce qui se fait ailleurs...). Le meilleur moment pour planter des arbres contre le réchauffement climatique, c'était il y a 20-30 ans. Le deuxième meilleur moment c'est maintenant.

3e chose : La crise climatique n'est pas arrivée en trois jours et même si à l'heure où vous lisez ces lignes on décide de tout faire juste, il faudra du temps pour renverser la vapeur. On doit donc s'adapter aux nouvelles conditions climatiques (repenser notre rapport au travail, à la vie, au temps, aux distances, prendre soin de la faune et de l'agriculture...) en tenant compte en priorité des personnes les plus fragiles et précaires (SDF, personnes âgées, handicapées, enfants...), car la canicule est aussi une injustice sociale. On en meurt davantage lorsqu'on est pauvre, qu'on travaille en extérieur, qu'on vit dans une passoire thermique au milieu d'un îlot de chaleur et qu'on est isoléex. L'adaptation est aujourd'hui indispensable. Mais une adaptation sans réduction rapide des émissions revient à écoper un bateau dans lequel on continue de percer des trous.

ET LA CLIMATISATION ?

Oui, mais pas partout et pas n'importe comment, et surtout pas comme solution unique. Certains endroits ont besoin de climatisation : les hôpitaux, les écoles, les maisons de retraite, les immeubles dans les centres-ville ultra-bétonnés (après avoir rénové les passoires thermiques). Actuellement, seuls les temples de la consommation et du productivisme et les lieux réservés aux riches le sont, c'est un non-sens et un scandale.

Maintenant, même si à court-terme il faut installer des climatisations pour sauver des vies, il ne faut pas oublier que :

- La climatisation ne nous sauvera pas : elle ne rafraîchira pas les champs, les animaux sauvages, les cours d'eau asséchés. Veut-on d'une planète inhabitable où l'on transite d'une bulle climatisée à une autre ?
- Elle a besoin d'électricité pour fonctionner, avec le réchauffement et particulièrement lors des canicules, les centrales hydrauliques et nucléaires sont en forte baisse, voire même à l'arrêt (et pas touche aux énergies fossiles on a dit).
- Les clim refroidissent localement l'intérieur en chauffant l'extérieur.
- Les pays qui ont misé sur le tout clim sont en plein rétropédalage (par ex. Singapour).

La question n'est plus de savoir si le climat change, même les climato-négationnistes ont fini par l'admettre. La question est de savoir combien de temps nous accepterons encore que les intérêts économiques d'une minorité passent avant le droit de touxtes à vivre dans un monde habitable. C'est peut-être pas l'été le moins chaud du reste de notre vie, peut-être pas cette année qui bat tous les records. Mais c'est pour le moins un sacré signal d'alarme. La question étant : est-ce que cette fois-ci nous allons l'entendre ? Les alertes ne manquent plus. Les catastrophes s'enchaînent et se rapprochent. Les solutions existent depuis longtemps, mais ce qui

manque encore, c'est le courage politique de s'attaquer aux causes plutôt qu'aux symptômes et de faire passer le vivant avant les intérêts économiques d'une infime minorité.

NOG7

Le G7 à évian, ou plutôt son sommet, c'étaient la france, l'allemagne, le canada, le japon, le royaume-uni, l'italie et les états-unis, réunis dans un hôtel de luxe pour décider peu ou prou de la marche du monde. En plus du président ukrainien, quelques autres dirigeantexs de pays - plus au sud, mais pas trop pauvres ou trop de gauche non plus - ont été invitéexs à assister à la réunion.

Le NoG7 à genève c'étaient des dizaines de milliers de militantexs, féministes, anticapitalistes, altermondialistes, antifascistes et les autres aussi, qui ont refusé de laisser ces sept-là manger et boire tranquillement, sans contestation. Iels ont participé à des conférences, des tables rondes, ont elleux aussi mangé et bu, et ont manifesté, le 14 juin dernier, cantonnéexs sur la rive droite.

À en croire les médias, bien que certains soient pires que d'autres, les sept sont beaucoup moins dangereux que les manifestantexs. Pourtant, si le G7 n'a pas de pouvoir de décision contraignant, il fixe depuis 1975 des orientations économiques et politiques générales que les membres traduisent ensuite dans leurs politiques publiques. Cette année ils ont choisi une nouvelle fois, d'investir dans la guerre, en ukraine et au "moyen-orient" puis ont mis sur le

même plan la lutte contre le trafic de drogue et celle contre le trafic de migrantexs et ont décidé à la fois de développer l'IA, de réduire la dépendance aux minerais rares et de renforcer les liens avec la chine. Il fallait donc, pour les autorités, protéger les sept et réprimer les manifestantexs. Pour ce faire, voilà un rapide compte rendu de la série de mesures employées : plus ou moins absurdes, plus ou moins justifiables et plus ou moins légales.

Le G7 n'a duré que trois jours, son dispositif sécuritaire lui a commencé des semaines plus tôt. Bien en amont de la manifestation, le conseil communal genevois a dû voter pour autoriser la manifestation à traverser son centre-ville quand le PLR avait souhaité tout bonnement l'interdire. Le trajet a ensuite été imposé aux organisateurices passant par de larges rues, plus facilement sécurisables, bien fournies en vidéosurveillance, évitant soigneusement les "sites sensibles" et le pont du mont-blanc, avant de passer quand même devant la place des nations. Quelques jours avant les mobilisations, la ville a encore interdit la tenue d'un village alternatif qui s'est alors démultiplié dans une dizaine de lieux qui ont accueilli les activités en amont de la manifestation. La famille qui avait accepté de prêter son terrain pour y établir le camping militant a reçu des menaces telles qu'elle y a finalement renoncé.

Entre la suisse et la france, les contrôles douaniers ont été rétablis et de nombreux postes frontières ont été fermés. Les bateaux entre lausanne et évian qui transportent tous les jours des travailleureuses frontalièrexs ont été arrêtés et les eaux françaises interdites à la navigation. Plusieurs personnes ont été interdites d'entrée sur le territoire quand d'autres se sont vu refuser le passage sans plus d'explications. Par le contrôle de centaines de véhicules ont pu être confisqués, entre autres : des feux d'artifices, des boules de pétanque, des bombonnes de gaz et des vêtements de rechange. Le camping a de tristes jours devant lui.

Sur le chemin de la perle du lac, d'où est partie la manifestation, de nombreux contrôles ont encore eu lieu et du sérum physiologique, des masques FFP2 ou des keffiehs ont été confisqués. Et puis il y avait des barrières cadenassées entre nous et les hôtels un peu trop luxueux, qui interdisaient l'entrée comme la sortie de la manifestation. On espère qu'en cas d'urgence médicale, quelqu'un aurait fini par retrouver les clefs.

Malgré toutes les précautions de la police, des individuexs, habilléexs en noir, ont cassé des vitrines de banques, de hautes instances européennes et brûlé une tesla… alors ça justifiait de gazer les trois quarts de la manifestation. Iels avaient des fumigènes et des cailloux qui représentent une menace telle qu'elle est raison suffisante au déploiement d'un arsenal impressionnant. Les milliers de policiers mobilisés, casqués et protégés de la tête aux pieds sont équipés de lanceurs de balles en caoutchouc, de grenades lacrymogènes, de grenades de désencerclement, de grenades fumigènes, de speedballs… Sans oublier les matraques télescopiques, les gazeuses à main et l'arme à feu, sur la hanche, en permanence, juste au cas où. Pas très loin, dans un blindé, les mitraillettes. Toute mauvaise foi mise à part, le rapport de force n'est pas en notre faveur.

À 18h20, alors que des milliers de manifestantexs n'avaient pas encore atteint la fin du parcours, la manifestation a été dissoute dans les lacrymogènes. Peu de temps plus tard, la perle du lac et plusieurs centaines de personnes encore sur place ont été nasséexs ou, selon la police, placéexs dans un

"dispositif de fixation temporaire",
sans couvertures ni nourriture jusqu'à près de 5h du matin.
Cet impressionnant dispositif a mené à l'arrestation de pas moins de 3 individus. Plusieurs semaines plus tard, les personnes nasséexs ont commencé à recevoir des mandats de comparution pour émeute et infraction contre l'autorité publique. Une pétition circule encore réclamant l'interdiction de cette pratique et le collectif antirép de genève est disponible pour répondre aux questions et soutenir les militantex interpelléexs.

Dans la même nuit, des policiers en civil ont tabassé un jeune homme qui se dirigeait vers la nasse pour apporter son soutien aux camarades encore retenuexs. Une vidéo circule, personne n'a apporté d'explications. Pour carole-anne kast, conseillère d'état socialiste (parait-il) tout cela était parfaitement proportionné et elle a indiqué être pleinement satisfaite du déroulé de la manifestation ainsi que de celui de l'action policière.

ANTI-RÉPRESSION

La police a convoqué les personnes prises dans la nasse du 14 juin. N'hésitez pas à contacter le groupe antirép de Genève et à lire l'article "La police convoque les personnes prises dans la nasse du 14 juin" publié sur rnvrs.co.

PERFORMANCE P!RATE : OUVERTURE DU CORSO

Samedi 8 août, lors du festival de la Plage des 6 pompes, la compagnie P!rate a réalisé une performance d'ouverture du Corso.
Anciennement un cinéma, ce bâtiment était vide depuis 2010. Les p!rates ont invité la foule présente à la Plage des 6 pompes à les rejoindre pour ces farouches festivités !

Cette vague de joyeuses pirates s'est emparé du lieu pour revendiquer plus d'espaces dédiés à la culture alternative, autogérée et inclusive, et évidemment au logement de personnes dans le besoin. Cela en favorisant l'utilisation des bâtiments actuellement vides, notamment en utilisant le droit de préemption du canton. Le canton a en effet le droit de se réapproprier des bâtiments lors de leur vente, selon un cadre précis, et pourrait utiliser ce droit pour freiner la spéculation sur ces lieux vides et les utiliser à des fins publiques.

PLUS D'ESPACES CULTURELS ET SOCIAUX AUTOGÉRÉS !

Cet événement fait référence à plusieurs tentatives de réquisition d'espaces vides pour en créer des espaces vivants, vibrants de partage et de créativité, dans le canton comme dans toute la Suisse. Ce dans un contexte de manque brûlant de tels espaces, notamment après l'incendie au squat du LAC et la fermeture de nombreux squats en Vaudoisie, à Zürich et à un gros risque d'expulsion à Winterthour.
Il y avait eu Espacito et Studio Universo, deux occup à but culturel et social à la Chaux-de-Fonds, ZACK, l'occupation de 3 gigantesques bâtiments vides de Swisslife à Bâle, et puis il y a eu CARAC...

projet d'y créer une salle pouvant accueillir des évènements tels que des concerts, des spectacles, des expos, des ateliers manuels et créatifs ouverts au public, une ressourcerie et un café social.
Le tout sur un fonctionnement basé sur l'autogestion et le prix libre. Toute personne pourrait y venir pour partager son art, ses connaissances ou passer un bon moment, peu importe ses moyens et son parcours social. Pour ce faire, iels ont proposé à la Ville (plus précisément au dicastère de la culture) un contrat de prêt à usage.

Ce projet a eu le soutien de nombreuses personnes et entités, dont plus de 200 acteurices culturellexs et socialaux (liste à retrouver sur climatestrike.ch), tels que le NIFFF, Parabôle, le CAN, et plus de 1400 personnes via la signature d'une pétition.

OCCUPATION DES ANCIENS ABATTOIRS DE SERRIÈRES : CARAC

Début Juin, une nuée d'humaines créatrices est venu occuper les Anciens Abattoirs de Serrières. Leur projet : y ouvrir "CARAC", un espace culturel et social autogéré et ouvert à touxtes. Aujourd'hui, ces bâtiments se font démolir et la Ville de Neuchâtel, propriétaire des lieux, a coupé le dialogue. Mais le collectif reste détèr !

Durant 10 jours, le collectif ABAL a occupé les lieux, y organisant concerts, projections, ateliers créatifs ou encore cours d'initiation à la danse classique et à l'impro. Ça faisait depuis plus de 25 ans que ces bâtiments étaient sans vie. À plusieurs reprises, la Ville de Neuchâtel avait annoncé leur démolition sans que cela ait jamais vraiment lieu. Le collectif avait pour

Sans surprise, ces bâtiments étaient insalubres, mais le collectif, appuyé par des expertexs du bâtiment, était sûr d'être en capacité de les rénover. La Ville ne les a pas prisexs au sérieux et après 10 jours d'occupation et de négociation, a déposé une plainte pénale, forçant ainsi le collectif à quitter les lieux. Pire encore, elle n'en a pas informé directement le collectif mais l'a uniquement annoncé lors d'une séance du Conseil Général, assimilant au passage l'action du collectif ABAL à l'invasion de l'Ukraine.

Depuis, la Ville a entamé en avance la démolition des bâtiments, n'a plus répondu aux multiples tentatives de renouer le dialogue et maintient sa plainte.
Ce alors que de nombreuses acteurices culturellexs et socialaux applaudissent le but et la démarche du collectif, et soulignent le manque réel de tels espaces.

Du CORSO au CARAC, de ZACK aux multiples ouvertures de squats de logements à Lausanne et ailleurs, réapproprions-nous les lieux vides, créons des espaces de vie, de partage, de culture ! Reprenons la ville !

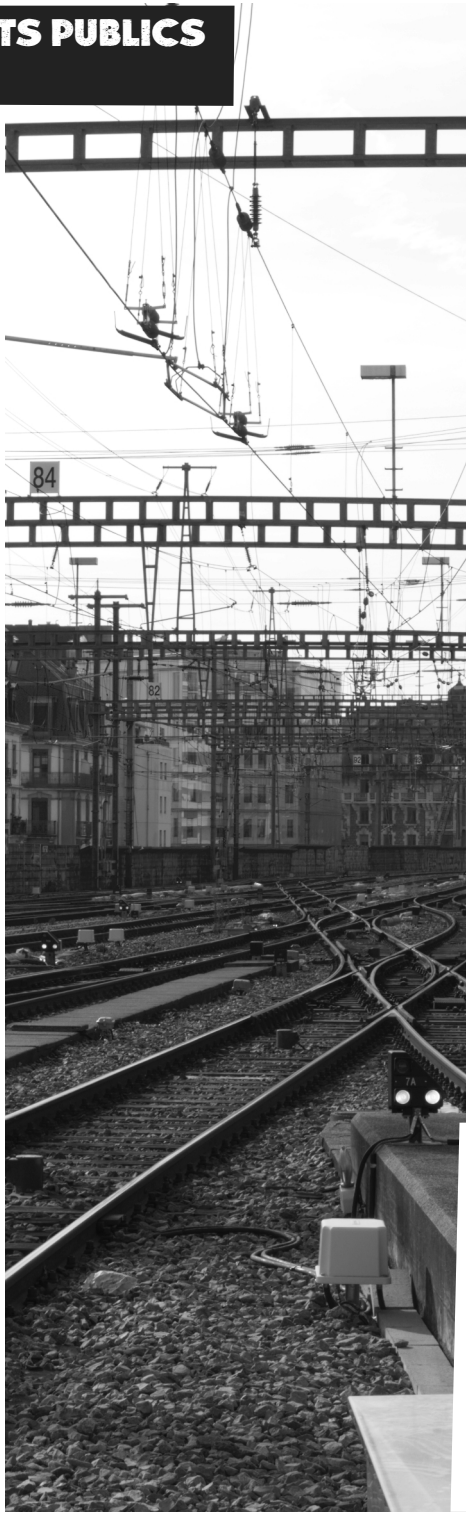
INITIATIVE POUR DES TRANSPORTS PUBLICS (PRESQUE) GRATUITS

Le 23 juin dernier, Ag!ssons a lancé une initiative intitulée "Pour une politique juste et durable des transports publics (pour des transports publics gratuits)". Le texte propose de rendre gratuit tous les transports publics à l'exception des grandes lignes pour lesquelles un abonnement général à 1'095 CHF (soit 3 CHF/jour) serait instauré. De plus, pour les personnes de moins de 26 ans, étudiantexs ou apprentiexs, touchant l'AVS, l'AI, des aides sociales, l'allocation perte de gain ou le chômage, même ces grandes lignes seraient gratuites.

Les transports publics et leurs infrastructures seraient financés par les billets et abonnements sur les grandes lignes ainsi que par une taxe sur les moyennes et grandes entreprises et sur les véhicules individuels motorisés de luxe et de forte cylindrée. L'initiative indique également la temporalité à laquelle se déroulerait cette transition et précise qu'elle ne doit pas amener à une dégradation de la qualité du service des transports publics.

La Grève du Climat soutient clairement cette initiative qui vise une redistribution des richesses et promeut un service public fort, accessible et pérenne.
À l'heure où la majorité des personnes et des ménages voient le coût de la vie monter en flèche sans que les salaires ne suivent, et où les services publics sont sans cesse attaqués et mis sous pression, il est pour nous essentiel de proposer une alternative qui vise un modèle de société davantage égalitaire. Une société où les droits fondamentaux sont réellement accessibles à touxtes.

Si le sujet des transports publics gratuits vous intéresse, on en a déjà parlé dans le premier numéro de Perturbations (ça nous rajeunit pas !), trouvable sur notre site ou en papier à nos évènements.



INITIATIVE POUR DES BONS DE MOBILITÉ

Fin mars 2026, actif-trafiC lance son initiative « pour des bons de mobilité », qui prévoit de taxer équitablement les billets d'avions et les jets privés afin de financer les transports publics bas carbone en Suisse et des lignes ferroviaires vers les pays voisins.

La Grève du Climat Neuchâtel soutient cette initiative, qui va dans la bonne direction, et se réjouit de découvrir le rapport de taxation entre les billets d'avion et les jets privés jugé comme étant équitable.

Nous sommes convaincuexs de la nécessité de développer le plus possible les réseaux de transport public, et de réduire au maximum les trajets en avion et jets privés (on rappelle que prendre l'avion reste inaccessible pour l'immense majorité de la population mondiale mais impacte directement les plus précaires, on en parle plus en détail dans un article dédié dans Perturbations n°6). L'idée de récupérer des fonds sur ces trajets est donc cohérente. Cependant, nous restons partisannexs des taxes et impôts progressifs sur le revenu ou la fortune, sans quoi une taxe sur les billets d'avion revient juste à encore davantage réserver cette activité aux plus riches. Une forte réduction de l'attractivité de l'aviation est donc nécessaire, couplée au développement massif et à la mise en gratuité des transports publics à toutes les échelles. Beaucoup de vols court à moyen-courrier pourraient être complètement remplacés par des trains, notamment des trains de nuit, à condition bien sûr que le parlement suisse arrête de voter contre les subventions pour la mise en place de tels trains, qui dans le cas du trajet Bâle-Malmö représentaient 47 millions, soit moins de 3 % que ce que le secteur de l'aviation reçoit en terme de subvention chaque année.

NÉANMOINS...

nous avons été et sommes toujours critiques du processus d'initiative, qui demande un gros déploiement de forces sans garantie de résultat et repose encore et toujours sur la bonne volonté de la politique institutionnelle. La récolte de signatures peut être mobilisante sur l'instant, mais il est difficile de maintenir puis rediriger cette mobilisation dans un effort plus régulier par la suite, et les personnes impliquées dans la gestion de l'initiative, souvent bénévoles, doivent généralement mettre en pause le reste de leur engagement à cause de la charge de travail. Nous sommes donc favorables aux lancements d'initiatives et participons à la récolte de signatures, mais il est capital que cela ne remplace pas les autres moyens de militer moins institutionnels.

TOUXTES DANS LA RUE LE 2 OCTOBRE !

La Grève du Climat sera à nouveau dans la rue le 19 septembre aux côtés de la coalition "Pas d'étés à 50 degrés" à Genève et à Lausanne, puis le 25 septembre à Zurich, Berne, Bâle et Lucerne.
À Neuchâtel, nous manifesterons le 2 octobre, avec un mot d'ordre un peu différent : contre la militarisation, contre l'austérité, pour la justice climatique. Lancée par la Grève du Climat, Uniexs contre l'Austérité et le Syndicat des Services Publics avec le soutien du GSSA (Groupe pour une Suisse sans Armée), déjà rejointe par plusieurs collectifs, cette mobilisation vise à mettre en lumière le danger des politiques austéritaires, leur lien avec l'augmentation des budgets militaires et leur impact sur la protection de l'environnement et la justice climatique.

Nous reproduisons ci-dessous un texte adopté par la Grève du Climat, Uniexs contre l'Austérité et le GSSA pour clarifier nos positions. Toute organisation ou collectif qui souhaite le signer et/ou participer à l'organisation de la manifestation est prié de prendre contact avec nous (par exemple par e-mail à neuchatel@climatestrike.ch).
On se réjouit de vous voir nombreusexs dans la rue !

CONTRE L'AUSTÉRITÉ CONTRE LA MILITARISATION POUR LE CLIMAT ET LA JUSTICE CLIMATIQUE

L'austérité, la militarisation et la destruction du vivant découlent d'un même système économique et politique qui depuis de trop nombreuses années monopolise les richesses, met les peuples en concurrence et exploite tant les humains que la planète. Ce ne sont pas des crises indépendantes, mais trois expressions d'une même logique de domination au service des intérêts d'une minorité. En 2026, comme depuis des années, nous, travailleureusexs, étudiantexs, personnes précarisées, subissons des attaques constantes contre nos droits sociaux.

L'austérité s'inscrit dans une logique néolibérale active depuis les années 1970 dans le monde et en Suisse, détruisant les acquis sociaux gagnés de haute lutte face aux classes dominantes.
À l'inverse, on investit massivement dans la militarisation et les grandes entreprises bénéficient de cadeaux fiscaux indécents. Le néolibéralisme est une forme de capitalisme particulièrement débridée, mais c'est bien le capitalisme lui-même, dévastateur, extractiviste et aliénant, le problème.

Nous nous opposons frontalement aux logiques austéritaires et à tous les programmes austéritaires présents et futurs. Nous voulons un renforcement des services publics financés par un impôt progressif ciblant en priorité les grandes fortunes.
Nous voulons l'amélioration des conditions de travail dans les secteurs public, parapublic et privé. Plus généralement, nous nous opposons à un système capitaliste prédateur des humainexs comme des non-humainexs, renforçant des dynamiques d'oppressions structurelles, qu'elles soient patriarcales, racistes ou validistes.

Nous voulons une société débarrassée des logiques de profit et d'exploitation, une société de chacunex selon ses moyens, à chacunex selon ses besoins.

L'austérité s'inscrit dans une offensive plus large, capitaliste, réactionnaire, fascisante et impérialiste, visant à préserver un ordre économique inégalitaire. La Suisse, comme de nombreux autres pays et sous la pression de la droite et de l'extrême-droite nationales, déploie une militarisation massive, particulièrement onéreuse, particulièrement grave et dangereuse. Alors que l'éducation, la culture, l'écologie et les services publics subissent des coupes drastiques, les chambres fédérales font passer de nombreuses mesures pour renforcer le pouvoir de l'armée, avec entre autres, l'augmentation de la TVA, un impôt particulièrement injuste.
Ce ne sont pas des contraintes budgétaires mais des choix politiques. Ces mesures servent avant tout à renforcer l'industrie suisse et internationale de l'armement. On investit dans des entreprises qui exportent la mort à l'international et on achète à des entreprises de l'armement jouant un rôle clé dans le génocide en Palestine.
De tous les bords, on retrouve un nationalisme exacerbé, dont l'armée est un des moteurs, créant un sentiment national, renforçant la défiance envers l'extérieur. Les guerres détruisent des territoires, accélèrent les émissions de gaz à effet de serre et détournent des ressources immenses qui devraient être consacrées à répondre aux urgences sociales et écologiques. Par conséquent, nous nous opposons à toute logique militariste, à toute augmentation du budget de l'armée, à tout achat dans des entreprises d'armement.
Nous nous opposons également à une logique de militarisation des frontières, de répression des classes les plus précaires et de répression des mouvements sociaux. Nous voulons que la Confédération coupe tous ses ponts avec ces entreprises et appelle à leur démantèlement, autant en Suisse qu'à l'étranger. Nous appelons toutes les forces sociales et écologistes conséquentes à réaffirmer leur internationalisme et leur antimilitarisme. Nous sommes contre les frontières et contre toute séparation artificielle entre travailleureusexs et peuples du monde entier. Nous rejetons les logiques nationalistes, qui poussent à la guerre et légitiment l'exploitation au service des classes dominantes.

Les logiques d'exploitation et de domination ne s'arrêtent pas aux frontières. Elles touchent aussi les peuples les plus exposés aux conséquences du changement climatique. Le même système qui

pousse à la guerre organise aussi le pillage des ressources naturelles et l'aggravation de la crise climatique. Le réchauffement climatique, bien que n'épargnant personne, touche en priorité les populations les plus précaires, autant à l'échelle nationale qu'internationale.
Affaiblir les services publics, c'est s'attaquer encore plus violemment à celleux qui sont en première ligne. Ce sont les ouvrierèrexs, les personnes institutionnalisées, âgées, à la rue, en prison, handicapées. Les moyens existent. Mais ils sont aujourd'hui orientés vers les profits privés et la militarisation plutôt que vers les besoins de la population.
C'est pourquoi nous voulons des services publics renforcés, qui répondent aussi aux conséquences déjà dévastatrices du changement climatique. Conséquences encore une fois visibles durant cet été suffocant. Mais s'adapter à ces conséquences ne suffit pas, il s'agit aussi de s'attaquer à la racine du problème, à l'extractivisme et à la recherche criminelle du profit. L'austérité est voulue par les entreprises les plus écocidaires et leurs suppôts sous la coupole. L'austérité, le démantèlement des services publics, de la recherche et des contre-pouvoirs leur profite. Nous voulons un soutien public à la recherche, massif, pour qu'elle s'axe aussi autour de la lutte contre le changement climatique et à son adaptation, de manière vraiment indépendante. Les services publics ont aussi besoin de financement pour pouvoir avoir une transition radicale vers un modèle plus vertueux et soutenable, tout comme l'ensemble de la société. Nous voulons une planification écologique vraiment démocratique, un développement massif et un large subventionnement des transports publics, une transformation radicale du parc immobilier avec non seulement une rénovation complète des passoires thermiques mais aussi un habitat repensé de manière collective, à l'abri des lobbies immobiliers qui gonflent artificiellement les loyers ainsi que la sortie des énergies fossiles et de toute logique destructrice du vivant.

Parce que ces trois crises procèdent d'une même logique, elles appellent une réponse commune. Face à l'austérité, à la militarisation et à la catastrophe climatique, nous opposons la solidarité, la justice sociale, l'internationalisme et la défense du vivant. Nous refusons que les classes populaires paient pour des crises créées par un système qui privilégie les profits d'une minorité. Nous voulons sortir des logiques marchandes et de domination qui sous-tendent notre monde actuel. Nous voulons une société fondée sur l'égalité, l'autodétermination des peuples et le respect des limites planétaires.

VERS UNE GRÈVE DU CARE

Cette année encore, la Grève Féministe a mobilisé dans toute la Suisse autour de revendications féministes sous le mot d'ordre "Non à la division et au démantèlement, ensemble pour l'égalité !".
Un des gros enjeux de ce 14 juin était la campagne contre l'initiative xénophobe et raciste de l'UDC.

Des rassemblements et manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes : à Delémont, aux Jardins de la Colère, à Payerne, mais aussi à Lucerne, Bâle et Zurich. À Berne, plusieurs événements décentralisés ont eu lieu notamment sur la Place fédérale.

Dans certaines villes, comme Neuchâtel et Lausanne, les mobilisations féministes ont exceptionnellement été avancées au 13 juin afin de permettre au maximum de personnes de rejoindre le cortège contre le G7 le 14 juin à Genève. Les collectifs de Fribourg, du Valais et de Genève avaient aussi appelé à participer à cette grande mobilisation, où les collectifs de la Grève Féministe étaient en tête du cortège.

Cette convergence n'est pas anodine. La Grève Féministe porte depuis longtemps une vision qui relie les violences de genre, les discriminations, la précarité, le racisme, le validisme… Ces différents systèmes de domination ne fonctionnent pas séparément : ils influencent qui travaille, qui prend soin des autres, qui est précarisé·e et qui doit assumer gratuitement une grande partie du travail nécessaire au fonctionnement de la société.

Et ce n'est qu'une étape : dès le mois de mars, avant même le 14 juin de cette année, les collectifs au niveau national se sont réunis pour lancer une Grève Nationale du Care[1] pour le 14 juin 2027.
Les assises nationales auront lieu le 3 octobre à Lausanne pour valider le cahier de revendications,

[1] Le "care" concerne tout le travail de soin, rémunéré ou non, physique, mental, émotionnel, y compris l'accompagnement et la prise en charge d'autres personnes.

mais la lutte s'organise déjà à la rentrée (et même depuis cet été pour certains collectifs).

Pourquoi une grève du care ? Rappelons que dans le cadre de la Grève Féministe, "faire grève" ne signifie pas seulement un arrêt collectif du travail rémunéré mais concerne également toute cessation d'activité quelle qu'elle soit, où le patriarcat (et en particulier les hommes cisgenres) bénéficie habituellement du travail des personnes sexisées :
tâches reproductives de la force de travail, ménage, cuisine, vaisselle, sexe, courses, garde d'enfants, charge mentale/émotionnelle/domestique/parentale, double et triple journée, effacement et silenciation de ses propres besoins au profit de ceux des autres...

Pourquoi s'intéresser au féminisme et à cette grève du care en tant que Grève du Climat ?
Face à la crise climatique et à la multiplication des crises sociales, prendre soin des autres, des communautés et du vivant devient toujours plus nécessaire. Pourtant, les activités qui permettent à la société de tenir bon sont largement invisibilisées, gratuites ou exercées dans des secteurs mal rémunérés et précarisés. Le travail de care est au coeur du monde que nous voulons construire :
une société qui protège collectivement les personnes, le vivant et qui permette à touxtes de vivre dignement et durablement.

Il existe des collectifs de la Grève Féministe dans tous les cantons romands et dans de nombreuses régions alémaniques. Prenez contact avec votre collectif local, rejoignez-le ou créez-en un dans votre ville ou village et construisons ensemble cette grève du care de 2027 !

LES FEUX D'ARTIFICES OU COMMENT DÉFINIR LES PRIORITÉS DE L'AGENDA POLITIQUE

Le 29 novembre prochain, nous voterons sur l'initiative populaire "Pour une limitation des feux d'artifice". L'initiative a abouti en novembre 2023 avec 130'000 signatures et nous voilà appeléexs à décider si les pétards doivent disparaître de nos célébrations du nouvel an ou de la fête nationale. Ce ne sont que quelques lignes à ajouter à la constitution : interdiction de la vente de pièces d'artifice bruyantes sauf en cas d'événement supra-régional ayant reçu approbation du canton. En d'autre termes, les communes suffisamment riches pourront toujours organiser leur grand feu du premier août mais toute joie populaire bruyante et non déclarée sera réprimée.

Pour le comité d'initiative, porté très largement par des associations de protection des animaux non-humains, il s'agit de protéger la faune locale durement impactée par le bruit. Il est question des animaux non-humains sauvages que les bruits d'explosions effraient et font fuir, des animaux non-humains domestiques qui ne peuvent même pas s'échapper, mais aussi des animaux humains, particulièrement sensibles au bruit. Le comité évoque également le coût écologique lié à la quantité de déchets produite chaque année : environ 1'300 tonnes.

Il est difficile de nier que ces arguments ont du sens, difficile de nier la nécessité de la protection de la faune ou de la réduction des déchets. Mais peut-être difficile aussi d'imaginer cette nuisance particulière comme une priorité politique, une urgence à laquelle il conviendrait de répondre avant toutes les autres.

Est-ce que cette initiative s'attaque vraiment au problème qu'elle prétend résoudre? Si c'est la protection de la faune qui importe réellement, la simple interdiction des feux privés semble un peu légère : dans de nombreux cantons tel que celui de neuchâtel, l'usage de feux est déjà restreint à des situations bien précises autour du 1er août et du 31 décembre, dates auxquelles les villes proposent également des spectacles qui ne seraient pas impactés par la modification de la constitution. Lors de ces deux semaines, les animaux non-humains, sauvages ou non, subissent les conséquences de la joie populaire, et ils seraient probablement moins rassurés de savoir que l'explosion a été organisée par une commune que de l'interdiction de la chasse quand les détonations sont pour eux synonymes de mort imminente.

Toute réduction des nuisances est bonne à prendre, c'est vrai, et on ne vous demandera pas de refuser cette initiative, mais pourquoi s'en prendre aux feux d'artifice avant tout le reste?

Pour le plaisir de la comparaison, aussi bancale qu'elle puisse paraître, le trafic en voiture - bien que largement plus utile que quelques feux d'artifice - semble aussi beaucoup plus problématique. Notre pays est en effet sillonné de 84'600 kilomètres de routes parcourues par des millions de véhicules chaque année. Ces derniers sont également sources de pollution lumineuse et sonore et, en plus d'effaroucher des chevreuils, ils en écrasent en moyenne 8'000 par an, en plus des quelque 100'000 amphibiens[1]. Agir sur la réduction du transport motorisé individuel en mettant par exemple en place des transports publics gratuits semble bien plus

[1] *https ://www.l-drive.ch/fr/accidents-avec-des-animaux*

productif pour protéger la faune sauvage. Si le comité d'initiative met également en avant les déchets générés par ces feux, leurs 1'300 tonnes semblent dérisoires face, par exemple, aux 10'600 tonnes de particules fines libérées chaque année par l'usure des pneus des voitures[1].

Alors oui, les feux d'artifice, au contraire des déplacements motorisés, sont tout à fait dispensables, mais c'est précisément ça qui les rend facile à attaquer.

Si l'objectif est de réduire les déchets, il y a quantité de secteurs auxquels s'en prendre en priorité dans lesquels les gains potentiels seraient largement plus importants. Si l'objectif est de protéger les animaux, l'élevage industriel, ou la chasse causent et des maltraitances autrement plus massives et structurelles. Si l'objectif est de réduire les nuisances sonores et la mortalité de la faune, le trafic routier - parmi d'autres - est une cible bien plus évidente.

Pour en revenir à la protection animale, la suisse continue d'élever et d'abattre des millions d'animaux dans des conditions qui soulèvent des questions autrement plus fondamentales comme la sélection génétique, les inséminations artificielles, les conditions d'élevage, de transport et d'abattage ou plus largement la transformation d'êtres sensibles en unités de production. Si la volonté du comité d'initiative est réellement de réduire la souffrance des animaux, pourquoi s'attaquer d'abord à quelques soirées de détonations?

Au-delà de souhaiter faire de cet article un pamphlet contre la voiture, la chasse ou l'élevage, il semble temps à présent de redéfinir les priorités politiques de la suisse, car comme à son habitude, l'écologie bourgeoise s'en prend d'abord aux manifestations les plus visibles, ponctuelles et symboliques et beaucoup moins volontiers à ce qui est structurel, rentable et profondément intégré à notre mode de vie.

L'écologie des petits gestes est une impasse et elle n'en finit jamais de cibler les mauvaises personnes.

Ces quelques lignes ajoutées à la constitution ne disent pas grand-chose du rapport de la suisse à l'écologie. Elles parlent plutôt de son rapport au bruit et au désordre et en cela ne sont pas sans rappeler la france et la criminalisation récente des free parties. Au même titre, les feux d'artifice appartiennent à une forme de célébration populaire assez difficile à rentabiliser : on peut y assister gratuitement, ils ne demandent pas de billet ou de consommations dans un bar. On peut juste sortir dans la rue et faire du bruit. Si les feux d'artifice ne sont ni la seule forme de fête possible, ni un affront direct au capitalisme, les manifestations spontanées doivent être protégées par la collectivité, continuer à permettre les débordements et les usages imprévus de l'espace public.

[1] *https ://www.bafu.admin.ch/dam/fr/sd-web/3ZO9kyY-G1TX/kunststoffe-6-reifenabrieb.pdf*

INITIATIVE POUR UNE ALIMENTATION SÛRE

Le 27 septembre prochain nous voterons sur « l'initiative pour une alimentation sûre », qui propose de :

- Accroître l'auto-approvisionnement jusqu'à 70% (on en est à 50% aujourd'hui) et donc l'indépendance de la Suisse
- Garantir un approvisionnement en eau potable propre
- Préserver la biodiversité et la fertilité du sol en tant que bases essentielles de la production agricole
- Permettre aux familles agricoles de bénéficier d'une plus grande stabilité en termes de production et assure un prix juste aux producteuricexs
- Encourager l'utilisation de semences et de plants naturels et reproductibles
- Mettre fin à la surfertilisation
- Viser à promouvoir un secteur agricole et alimentaire durable
- Viser à améliorer le bien-être animal en augmentant la proportion de denrées alimentaires végétales

Alors que le climat, réel et politique, se dégrade de plus en plus dans le monde entier, il serait en effet bien avisé de produire notre alimentation de manière davantage consciente et autonome, non seulement pour diminuer les risques de pénuries en cas de conflit mais également pour laisser leurs ressources aux pays dont on exporte le fourrage et la nourriture. Actuellement, 60% des terres arables en Suisse sont utilisées pour produire du fourrage. En diminuant notre consommation de produits d'origine animale nous pourrions donc largement augmenter notre production d'aliments végétaux destinés à la consommation humaine et réduire notre impact écologique.

De la même manière, l'accès à une eau potable propre est aussi un enjeu crucial directement impacté par le réchauffement climatique et l'agriculture.
Les conditions de production toujours plus intenses obligent les agriculteurixes et éleveureusexs à faire usage d'engrais et de pesticides de synthèse qui se retrouvent dans l'écosystème, et les besoins en eau de certaines cultures comme le maïs, principalement utilisé pour le fourrage, contribuent directement à l'assèchement des nappes. On estime par conséquent qu'il faut 15'400 litres d'eau pour produire un kilogramme de viande de boeuf[1], ce qui, en période de canicule à répétition et de sécheresse générale, semble important à considérer.

L'initiative parle également de la nécessité pour les agriculteurixes d'avoir une plus grande stabilité dans leur travail et leurs revenus, point essentiel qui est souvent peu discuté. Actuellement, 75% des subventions agricoles concernent la production animale. Il serait donc irresponsable d'attendre des agriculteurixes qu'iels changent de type de production s'iels ne bénéficient pas d'importantes subventions pour les aider à faire cette transition. Cela les aidera aussi à utiliser des semences reproductibles et non brevetées, pour diminuer leur dépendance aux multinationales comme Bayer et Syngenta.

D'après nous, ces changements essentiels doivent impérativement s'accompagner d'une modification

[1] Water Footprint Network (moyenne mondiale), si le sujet vous intéresse on a fait un article qui détaille davantage l'impact de la viande sur le climat dans Perturbations n°7.

profonde du système économique et de production dans lequel nous sommes actuellement empêtréexs. Un système qui voit le vivant comme une ressource à exploiter, qui comprime et essore chaque acteurixe de la chaîne de production jusqu'au dernier centime et au dernier souffle avant de lae jeter pour lae suivantex. Il est essentiel de s'organiser et discuter collectivement des moyens de rendre la production alimentaire réellement durable et respectueuse du vivant, tout en s'assurant que personne ne souffre de précarité alimentaire.

La Grève du Climat soutient donc cette initiative qui va selon nous dans la bonne direction, et invite également à continuer de lutter pour un système juste et durable.

MANIFESTATIONS PRO-PALESTINIENNES : RÉPRESSION DANS LE CANTON DE NEUCHÂTEL

Depuis des décennies, les Palestinien·nes subissent colonisation et apartheid. L'État d'Israël a été fondé par des opérations massives de nettoyage ethnique. Depuis octobre 2023, la population palestinienne subit un processus génocidaire, mené par l'État israélien et les colons sionistes, avec une aide massive des États-Unis, mais aussi d'autres pays dont la Suisse.

RAPPEL HISTORIQUE

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'ONU a décidé, sans consulter les populations arabes de la région, de partager la Palestine en un État arabe et un État juif. L'État juif devait être dirigé (et c'est ce qui arriva effectivement) par les organisations sionistes, ancrées en Europe et en lien direct avec les puissances coloniales. C'est que pour les États européens, la création d'un État sioniste en Palestine était doublement utile : cela permettait d'avoir un État allié au Moyen-Orient (c'était aussi un argument de la grande figure sioniste Herzl, qui écrivait qu'un État juif permettrait de participer au « mur contre l'Asie » et de servir « d'avant-poste de la civilisation »), dans une région auparavant ottomane, sans implication directe au début d'une ère de décolonisation ; et de se racheter une conscience en aidant les personnes juives après le génocide commis par les nazis – tout en évacuant physiquement la « Question juive » (un autre argument de Herzl, qui expliquait aux antisémites que donner un État aux Juif·ves serait gagnant-gagnant). Dans les faits, un État soutenu par l'impérialisme occidental et les puissances coloniales a été fondé en Palestine. Les populations locales ne se sont pas laissées faire.

Ont suivi des décennies de combats meurtriers, de guerres, de vols de terres, de mise en place d'un régime d'apartheid, d'assassinats de militants en Europe par les services secrets israéliens, d'incarcérations sans décision de justice, d'extension des colonies (selon le droit international, toutes les colonies établies sur des territoires occupés en 1967 ou plus tard sont illégales), d'occupation de la Bande de Gaza, du Golan et du Sud du Liban, de votes au parlemement israélien pour clamer qu'il n'y aura pas d'État palestinien. Et depuis octobre 2023, les déclarations génocidaires de hauts responsables israéliens s'accumulent.

En janvier 2024 déjà, la Cour internationale de justice ordonnait des mesures conservatoires dans le cadre de l'application dans la Bande de Gaza de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. D'autres mesures ont été ordonnées depuis, notamment en 2024 pour stopper l'assaut sur Rafah. Aujourd'hui, cette ville palestinienne n'existe plus. Des dizaines (en fait probablement des centaines) de milliers de Palestinien·nes ont été assassiné·es dans la Bande de Gaza et la colonisation (ainsi que le nettoyage ethnique) s'accélère en Cisjordanie et à Jérusalem.

LE RÔLE DE LA SUISSE

La Confédération, soutenue par la droite presque unanime, se place résolument du côté de l'État colonial israélien.

La gauche institutionnelle n'est pas en reste. Au niveau fédéral, le Parti socialiste (PS), parti gouvernemental, reste entièrement solidaire de ses ministres, alors que le Conseil fédéral se place clairement du côté de l'État colonial israélien et contre la résistance palestinienne. Que ledit PS ait organisé une manifestation avec l'Union syndicale suisse (USS) pour presser le Conseil fédéral n'y change rien. Les Vert·e·s, moins directement mouillé·e·s dans les affaires gouvernementales, font valoir une certaine indignation humanitaire, mais pas grand-chose de concret n'en ressort. L'USS, elle, a très tôt demandé le désarmement du Hamas (la principale organisation de la résistance palestinienne) sans jamais demander la même chose pour l'État israélien, malgré le génocide que ce dernier commet. Et pendant ce temps-là, les banques (y compris la Banque nationale suisse), assurances, écoles polytechniques, usines, armée, diplomatie suisses continuent de soutenir matériellement, financièrement et politiquement l'État génocidaire. La Confédération a aussi réduit drastiquement son soutien à l'UNRWA. Cette agence onusienne est accusée par Israël d'être gangrénée par le Hamas. Mais la vraie raison des attaques contre l'UNRWA, c'est qu'elle établit des registres des Palestinien·ne·s déplacé·e·s et de leurs descendant·e·s. Cela rend plus difficile pour l'État israélien de nier l'existence du peuple palestinien, et ouvre la voie à un droit au retour concrétisable.

La presse, notamment le Courrier, mais aussi la WOZ, la RTS et même la Tribune de Genève, ainsi que différents collectifs militants, informent régulièrement sur les entités qui soutiennent le génocide et/ou la colonisation. En vrac : UBS, AXA, BNS, la Caisse de pension de la Ville de Zurich, la Caisse de pension de l'État de Vaud, la SUVA, Alpes Lasers, Elbit, RAMI, StarragTornos, Ricor, Trumpf, Metallux, Mipa Coatings, Georg Fischer, Swissto12, Glencore, Lockheed Martin, l'armée, les écoles polytechniques et certaines universités. L'information existe. La politique institutionnelle fait mine de ne pas la voir, soit par adhésion au projet de l'État colonial israélien, soit par lâcheté ou bêtise.

RÉPRESSION

La répression contre les mouvements écologistes, féministes, anticapitalistes et internationalistes s'accélère. Dans le canton de Neuchâtel, au moins trois personnes sont visées par des procédures judiciaires. La répression ne date pas d'hier. On se rappelle que la police a gazé et matraqué un rassemblement pacifique contre un sommet de SwissBanking à Neuchâtel en 2022. Des entraves multiples sont posées aux collectifs militants (comme quand les autorités avaient essayé d'empêcher la Grève Féministe d'emprunter l'avenue de la Gare à Neuchâtel en 2023). Et il y a régulièrement des violences policières contre des personnes racisées (même si la violence est pour l'instant plus faible que, par exemple, dans le canton de Vaud, où la police a tué plusieurs hommes noirs ces dernières années).

En l'occurrence, des procédures sont en cours pour des manifestations à Neuchâtel et une à La Chaux-de-Fonds. Un militant est accusé (sans preuve) d'être l'organisateur d'une manifestation qui a perturbé la circulation des bus. Deux militant·es sont inquiété·es pour une manifestation le 5 octobre 2025, quand la circulation ferroviaire a été brièvement bloquée.
Une de ces personnes est aussi accusée d'avoir mené une manifestation à La Chaux-de-Fonds le 2 octobre 2025.

Dans tous ces cas, des amendes pour manifestation sans autorisation ont été prononcées, au mépris du droit international et de la jurisprudence de la CEDH. En tout, entre les amendes, les frais de justice et les prétentions des CFF et de TransN (sans même compter les centaines de jours-amende avec sursis), on parle d'environ 19'000 francs. Les trois activistes ont fait opposition à leur condamnation.

Le cas de La Chaux-de-Fonds est éclairant sur la violence somme toute absolument banale de l'État répressif. La personne concernée n'a pas organisé la manifestation, qui a réuni quelques dizaines de personnes dès 22 heures. Elle a rejoint le cortège vers 22h45. Malgré cela, le qualificatif de « meneur » lui a été attribué et la police prétend que le militant était aux « avant-postes » de la manifestation alors qu'il n'était pas encore à la Chaux-de-Fonds. S'ajoute aussi l'accusation (sans preuve) d'appel à la violence contre UBS et AXA, avec courrier calomnieux envoyé à ces deux entités par le Ministère public à titre d'information. Rien que pour cette manifestation (qui n'a pas perturbé grand-chose), on parle de 500 francs de frais pour la cause (dont 40 francs pour graver deux courtes vidéos et une image sur un DVD), 300 francs d'amende et 30 jours-amende avec sursis.

Rappelons que la police est sous la responsabilité de la verte Céline Vara, et que le Conseil d'État (à majorité de gauche, avec aussi une majorité de gauche au Grand Conseil) n'agit pas pour empêcher les soutiens de l'État génocidaire d'opérer dans notre canton. La « socialiste » Florence Nater s'est même opposée à une pétition pourtant peu ambitieuse, au nom du « vivre-ensemble » dont elle est responsable.

GÉNOCIDE ET ÉCOCIDE

L'État colonial israélien dépend des infrastructures fossiles. Israël extrait du gaz des territoires palestiniens occupés ou de leurs eaux territoriales et l'exporte sous forme de gaz liquéfié. La majeure partie du gaz est acheminée vers le réseau européen. Dans l'autre sens, l'État colonial importe des quantités massives de pétrole et de charbon, grâce à la complicité d'entreprises comme BP, SOCAR ou Glencore (dont le siège est en Suisse).

La guerre génocidaire menée par l'État israélien est en elle-même une catastrophe environnementale. Les bombardements et autres opérations militaires, ainsi que les opérations logistiques, génèrent des quantités effroyables de gaz à effet de serre. Les quinze premiers mois du génocide ont généré plus de CO2 que trente-six pays (B. Neimark et al., « War on the Climate : A Multitemporal Study of Greenhouse Gas Emissions of the Israel-Gaza Conflict », 1er avril 2025). Israël a également détruit la quasi-totalité des terres agricoles de la Bande de Gaza, et la quasi-totalité du territoire est pollué par les fragments de bombes, les débris ou encore du phosphore blanc. Il faudra des décennies pour assainir les terres, si l'entité sioniste le permet. Cette problématique n'est pas nouvelle : des avions israéliens avaient déjà épandus des herbicides sur des terres agricoles palestiniennes en 2014 et 2019. La grande majorité des bâtiments de la Bande de Gaza ont été endommagés ou détruits par Israël. La reconstruction sera extrêmement coûteuse, financièrement et en termes d'émissions carbone. L'approvisionnement en eau potable n'est pas garanti pour la population palestinienne, alors que la puissance coloniale s'arroge le contrôle de l'eau. Les infrastructures de traitement des déchets sont ciblées. L'État colonial israélien commet, en plus du crime de génocide, un crime d'écocide. Il doit être fermement combattu.

Nous l'avons déjà écrit, et nous le répéterons dans la rue le 2 octobre à Neuchâtel : il ne peut y avoir de politique écologiste conséquente sans lutte contre la guerre et le militarisme.

Pour soutenir les camarades en délicatesse avec l'appareil répressif :

Fédération Libertaire des Montagnes
La Chaux-de-Fonds
Postfinance
IBAN : CH38 0900 0000 1241 9903 8
mention antirép palestine

ATTAQUES CONTRE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La répression policière et judiciaire n'est pas le seul problème auquel les milieux engagés ont affaire dans le canton de Neuchâtel. La droite parlementaire est à la manœuvre pour empêcher le tissu associatif d'être critique. La gauche institutionnelle et une partie de la droite défendent encore la liberté d'expression et l'indépendance de la société civile, mais généralement sans grande conviction, en tout cas sans grande combativité.

En 2024, le groupe PLR a posé une question au Conseil d'État – ce qui en soi n'a pas d'effet automatique sur la politique menée, mais ça participe à cadrer les débats au Grand Conseil. La question : pourquoi est-ce que le programme Vivre Ensemble a subventionné le marché gratuit du Black Freeday? Le PLR reconnaît que le marché gratuit en lui-même est louable, mais remet en cause le fait de donner de l'argent à un intercollectif représenté par la Grève du Climat, qui a mené des actions de désobéissance civile. La Conseillère d'État (socialiste) en charge du dossier a assumé la subvention.

Mais en 2026, c'est au tour de l'UDC de revenir à la charge sur une autre subvention du programme Vivre Ensemble, allouée au festival Convergences qui s'est tenu en mars 2026 à la Case à Chocs. Le problème pour l'extrême droite? « Des slogans tels que "Fuck le SEM" [Secrétariat d'État aux migrations) ; "Nique la police de Berne" ; "No Borders 1312", etc. étaient affichés sur les murs! » qui attaqueraient les services du Canton. Évidemment, cette indignation est hypocrite, étant donné que l'UDC s'attaque sans cesse aux services publics. Et au SEM, qu'elle ne juge pas assez raciste. Évidemment, c'est absurde, étant donné que ni le SEM, ni les frontières, ni la police de Berne ne dépendent du Conseil d'État neuchâtelois. Mais l'UDC ne s'est pas arrêtée là. Elle a déposé une motion mieux formulée pour mieux restreindre la liberté d'expression du monde associatif : « Le Grand Conseil demande au Conseil d'État de mettre en place un cadre légal, des directives ou des règlements visant au respect général des institutions et politiques publiques, dans le cadre des manifestations et autres événements bénéficiant de subventions de l'État. »

Cette motion s'inscrit dans un élan plus large pour imposer un contrôle étatique à la société civile. Un comble pour un parti qui dénonce le « trop d'État », mais parfaitement logique quand on se rend compte que l'UDC est simplement du côté des puissants. Rappelons que le programme Vivre Ensemble consiste à subventionner des événements pour « atténuer les conséquences sociales découlant des effets du changement climatique ». C'est pratique, ça permet de déléguer à la société civile et au monde associatif des tâches que l'État n'arrive pas à assumer, pour un coût très faible (par exemple, 2000 francs, une seule fois, pour le Black Freeday et son marché gratuit, qui bénéficie chaque année à des centaines de personnes).

Au vu des moyens débloqués, les personnes qui tiennent ce projet font un travail honorable, et s'efforcent de laisser une vraie place à la société civile. Le problème pour l'UDC n'est pas vraiment que des acteurices non-étatiques aient leur mot à dire. En fait, l'UDC porte la voix des organisations patronales jusqu'au sein de l'État sans que ça lui pose de problème. Ce n'est pas non plus la critique de l'État et de son action. L'UDC le fait sans cesse. C'est bien la société civile en tant qu'espace non-étatique et non-commercial (donc pas l'État, pas les partis politiques, pas les entreprises) qui la gêne, et ses possibles critiques contre le régime migratoire raciste, contre la répression policière, contre les mécanismes patriarcaux, contre les logiques capitalistes.
En somme, l'UDC s'attaque à la fois à la gauche (au sens très large) et à la société civile. Sans surprise, l'UDC veut restreindre les possibilités démocratiques dans la société (et, sans surprise mais de manière assez affligeante le PLR n'est pas loin derrière).

Manifestement, la gauche institutionnelle ne voit pas unanimement le danger. Eric Flury, député prétendument socialiste, a déposé un amendement pour… élargir la motion des seules institutions aux personnes. Pourtant, si ce genre de restrictions venait à se généraliser, les associations actives dans le domaine de l'asile et de la migration ne pourraient plus critiquer la Forteresse Europe ni dénoncer les morts qu'elle provoque. Les associations actives dans l'aide aux victimes de violences sexuelles ne pourraient plus critiquer les manquements de la police. Les associations écologistes ne pourraient plus critiquer les insuffisances du Canton. Ou alors, elles devraient renoncer à toute subvention étatique.

Les forces progressistes doivent défendre la société civile en tant qu'espace autonome de la politique institutionnelle. C'était un lieu commun de toute la gauche et de la droite libérale et même parfois conservatrice jusque dans les années 1990. Aujourd'hui, cela semble de plus en plus normal d'attaquer un festival de conférences et de concerts pour quelques panneaux vindicatifs. Mais il est illusoire de croire qu'on peut avoir une société démocratique si on ne peut pas critiquer l'État (ou plutôt, ses institutions répressives : personne n'est pour l'instant inquiété pour avoir critiqué les crèches publiques, l'école ou l'aide sociale).

Si le subventionnement est subordonné à l'absence de critique, on ne fait pas vivre la société civile, on ne co-crée pas le futur que l'on veut ensemble : on crée des clientèles qu'on achète littéralement contre leur silence. Le Grand Conseil neuchâtelois doit refuser cette motion UDC clairement, et défendre activement l'autonomie de la société civile, y compris sa liberté d'expression et son droit à la critique. L'État ne peut pas subordonner ses subventions à la renonciation à la liberté de ton. Il faut défendre les programmes comme Vivre Ensemble et les coups de pouce qu'ils fournissent à des structures souvent bénévoles, et ça peu importe que l'État tende le bâton pour se faire battre. C'est la moindre des choses pour un Canton qui se proclame République démocratique et sociale. Et de toute manière, ce n'est pas un hasard si les gens qui organisent le Black Freeday font de la désobéissance civile, ni si les gens qui organisent des tables rondes pour Convergences goûtent peu le racisme structurel du SEM ni les nasses de la police bernoise. S'il fallait compter sur la députation de droite pour organiser ce genre d'événements, ils n'auraient tout simplement jamais lieu.

Mais soyons réalistes. Dans la période de fascisation que nous vivons, il faut

aussi s'efforcer de trouver d'autres sources de financement, ou de fonctionner avec moins d'argent, voire sans argent. L'exemple du député socialiste susmentionné illustre le danger de faire confiance à la gauche institutionnelle pour faire barrage à l'extrême-droite et à ses attaques. La droite, elle, semble largement à oublier dans ce combat. Il nous faut construire un mouvement social fort si nous voulons conserver et étendre les libertés démocratiques, et construire un futur solidaire et environnementalement durable.

BRÈVES

"10 MILLIONS"

L'UDC a adopté une rhétorique éco-fasciste (mais dans la pratique n'en garde que le fascisme) pour essayer de faire accepter une initiative xénophobe, qui rappelait les sinistres initiatives Schwarzenbach. Le résultat est clair, mais préoccupant : 54,79% de non. Cette initiative n'avait rien d'écologiste, et tout de raciste. Mais les campagnes des grands acteurs politiques ont tout misé sur l'idée de chaos que cela engendrerait, de manque de main-d'œuvre, de menace pour la prospérité. Une partie (trop faible et trop timide) de la gauche et des syndicats a enfin décidé de nommer le racisme de l'UDC, mais cela ne suffira pas. La lutte contre le racisme, la xénophobie, le fascisme, et pour des mesures environnementales réellement efficaces doit continuer.

L'UDC a probablement en partie réussi son coup. Depuis le 14 juin, à chaque mauvaise nouvelle environnementale, des sympathisant·es d'extrême-droite répètent qu'il aurait fallu voter oui. Cela permet à l'UDC de se détacher de son image climatosceptique tout en rejetant la faute sur les vert·es et autres écolos, accusé·es d'être responsables de tous les maux. Cela permet évidemment aussi à l'UDC de continuer à être climatosceptique dans la pratique – ou de refuser d'agir ou toute connaissance de cause, ce qui est encore pire – tout en faisant reposer la responsabilité sur la gauche (qui n'est pas au pouvoir en Suisse).

SALAIRES MINIMUMS

Le camp bourgeois a fait adopter une loi (dite Ettlin) qui permettrait à certaines conventions collectives de travail de proposer des salaires plus bas que les salaires minimums en vigueur.
Des feuilles de signatures pour le référendum peuvent être téléchargées sur neuchatel.climatestrike.ch, des feuilles pré-affranchies peuvent être commandées sur salaires-minimums.ch.

Cette nouvelle attaque bourgeoise s'inscrit dans une offensive plus large. Une offensive qui vise à transférer massivement des richesses des classes populaires et laborieuses vers les classes possédantes, à transférer massivement des richesses des services publics vers le privé et vers l'armée (en sacrifiant notamment l'environnement et le social, mais aussi l'éducation, la coopération internationale, etc.), et à neutraliser toute possibilité de contrer cela, que ce soit par des luttes syndicales ou des manifestations de rue.

SOUDAN

Une guerre civile fait rage depuis 2023 au Soudan. Elle oppose les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide (FSR), dont les dirigeants étaient précédemment alliés. Les premières sont soutenues par l'Ukraine (notamment pour contrer le groupe Wagner), l'Égypte, la Turquie, l'Iran et l'Arabie saoudite (la géopolitique produit des alliances étranges). Les secondes sont soutenues par la Russie par

l'intermédiaire du groupe Wagner (de plus en plus remplacé en Afrique par l'Africa Corps, qui semble sous contrôle direct du gouvernement russe), le Tchad, une faction libyenne et les Émirats arabes unis. Depuis 2023, plusieurs centaines de milliers de personnes, surtout des civil·es, sont mortes, et plus de 10 millions ont été déplacées. Ces exactions sont rendues possibles notamment par le soutien massif des Émirats aux FSR. Et il se trouve que la richesse des Émirats ne vient pas de nulle part.

Les Émirats arabes unis exportent des quantités importantes d'or, qui sont souvent négociées et raffinées en Suisse. Notre pays se fait ainsi complice des massacres au Soudan. À noter que la Suisse fait aussi largement affaire avec la Turquie, et vend du matériel militaire à l'Arabie saoudite. Notons aussi que l'or "émirati" est en fait importé, principalement d'Afrique, et est souvent extrait dans des conditions sociales et environnementales désastreuses. Des tonnes de cet or sont envoyées chaque année en Suisse, principalement vers la raffinerie Valcambi au Tessin.

MATÉRIEL DE GUERRE : NON LE 29 NOVEMBRE

Le camp bourgeois essaie régulièrement d'assouplir l'exportation de matériel de guerre. Dernière tentative en date : décembre 2025. Les ré-exportations notamment seraient facilitées. Dans la pratique, les ventes de matériel militaire aux États-Unis ou à la Hongrie seraient bien plus aisées, et encore plus d'armes suisses pourraient se retrouver dans des guerres civiles, ou aux mains de l'État génocidaire israélien. En gros, partout – sauf en Ukraine, pour satisfaire les tendances pro-Poutine de l'UDC.

Un référendum mené par le GSSA et plusieurs partis politiques, soutenu par la Grève du Climat, a abouti. Nous voterons le 29 novembre. Il faudra se mobiliser contre cet énième recul belliciste.
Plus d'informations sur gssa.ch.

NO TAV

Le Val de Suse, à l'ouest de l'Italie à côté de la frontière française, est concerné depuis les années 1990 par un projet de TAV (treno ad alta velocità – train à grande vitesse) Lyon-Turin. Un fort mouvement populaire s'y oppose, avec des actions massives depuis le début des années 2000.
Les opposant·es estiment notamment que la ligne existante est sous-utilisée (particulièrement pour le transport de marchandises), que les travaux seraient environnementalement néfastes et seraient risqués, que la ligne projetée provoquerait de graves problèmes de bruit, qu'elle coûterait beaucoup trop cher aux collectivités publiques… En bref, un désastre écologique alors qu'une ligne Lyon-Turin existe déjà. Le mouvement est largement écologiste (les premières campagnes ont été lancées par des associations environnementales), internationaliste, anti-corruption, au centre d'une coordination internationale contre les "grands projets inutiles et imposés", avec une

forte implication des milieux anarchistes et zadistes, mais aussi agricoles. Depuis 10 ans, chaque année, le festival Alta Felicità regroupe des milliers ou dizaines de milliers d'opposant·es. Cette année, environ 40'000 personnes s'y sont rendues.

Environ 20'000 personnes ont manifesté le 25 juillet contre le projet dans le cadre d'une marche annuelle en direction des chantiers. Les militant·es ont défilé dans la vallée et investi des chantiers, provoquant quelques dégâts et incendiant quatre véhicules des carabinieri (la police italienne). Malgré la répression exercée par les États français et italien depuis des décennies, malgré le durcissement de la lutte anti-anarchiste par le gouvernement Meloni (issue d'un parti fasciste et ouvertement admiratrice de Mussolini), malgré les procès pour "terrorisme" (un classique en Italie), malgré la présence policère massive, la lutte continue. Les opposant·es au TAV défendent la vallée et ses écosystèmes tout en incarnant et expérimentant des modes de vie plus démocratiques, plus horizontaux et plus respectueux du vivant.

AGENDA

- 19 septembre : manifestations "pas d'été à 50 degrés" Lausanne, Genève
- 25 septembre : manifestations "pas d'été à 50 degrés" Zurich, Berne, Bâle, Lucerne
- 26 septembre : manifestation "entre nous pas de frontières" 14h, Schützenmatte, Berne
- 2 octobre : manifestation pour la justice climatique, contre la militarisation et contre l'austérité, Neuchâtel
- 27 novembre : Black Freeday, marché gratuit à Neuchâtel L'intercollectif neuchâtelois, dont la Grève du Climat fait partie, organise pour la IXieme fois un marché gratuit pour offrir une alternative au Black Friday. Informations à venir sur neuchatel.climatestrike.ch et sur les réseaux sociaux des collectifs impliqués.

LES COPAINES

- Bibliothèque Libre, Clos-de-Serrières 25, Neuchâtel. Permanences et événements sur bibliothequelibre.ch et sur Insta
- L'AMAR, Coquemène 1, Neuchâtel. Magasin gratuit, repas à prix libre et plein d'événements. Infos sur lamarneuch.ch et Insta
- Espace Noir, Francillon 29, Saint-Imier. Conférences, soirées de soutien, concerts, théâtre, librairie, taverne et plus encore. Infos sur espacenoir.ch et sur les réseaux sociaux.

NOUS LIRE, ÉCOUTER, REGARDER ET SUIVRE NOS ACTUALITÉS

Site web national
climatestrike.ch (fr, de, it)

Sites web des groupes régionaux
Liste disponible sur
climatestrike.ch/fr/join

Twitter
greveduclimat (fr)
klimastreik (de)

Instagram
climatestrike_suisse (fr)
klimastreikschweiz (de)
scioperoperilclima (it)

YouTube
Climatestrike Switzerland (fr, de)

Facebook
Grève du Climat – Suisse (fr)
Klimastreik Schweiz (de)
Sciopero per il Clima - Svizzera Italiana (it)

LinkedIn
Grève du Climat (fr, de)

Spotify
Klimastreik Podcast (fr, de)

Grève du Climat Neuchâtel
neuchatel.climatestrike.ch
neuchatel@climatestrike.ch
grevepourlavenir_ne

ORGANISEZ-VOUS INFORMEZ-VOUS ET REJOIGNEZ-NOUS !

TWINT

Pour nous soutenir

Banque : Alternative Bank Schweiz
IBAN : CH28 0839 0036 0277 1000 2
Adresse : Climatestrike Switzerland Finance,
Aarbergergasse 61, 3001 Bern

NEUCHÂTEL

VENDREDI
2 OCTOBRE 2026

MANIFESTATION

pour la justice climatique, contre l'austérité et contre la militarisation

**Détails sur neuchatel.climatestrike.ch
et sur nos réseaux sociaux**

Organisée par la Grève du Climat, le Syndicat des Services Publics, le Groupe pour une Suisse sans Armée et Uniexs contre l'Austérité

L'intercollectif neuchâtelois, dont la Grève du Climat fait partie, organise pour la sixième fois un marché gratuit pour offrir une alternative au Black Friday. Informations à venir sur neuchatel.climatestrike.ch et sur les réseaux sociaux des collectifs impliqués.

BLACK FREEDAY

vendredi 27 novembre, centre-ville de Neuchâtel